

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JUIN 1920

Projet de loi portant établissement d'un droit proportionnel pour la mise au rôle des causes contentieuses dans les Cours et Tribu- naux ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. TSCHOFFEN.

MESSIEURS,

Votre Commission a unanimement admis que l'État se trouvant devant la nécessité impérieuse de se créer des ressources, on ne pouvait se refuser à lui en offrir en revisant les tarifs établis par la loi du 28 novembre 1889.

Unanimement aussi, elle a estimé ne pouvoir se rallier à toutes les dispositions du projet du Gouvernement, mais les mesures qu'elle propose assurent au Trésor des ressources importantes que lui fourniront les citoyens dont les intérêts auront été consacrés par le recours à la Justice.

En substance, le projet du Gouvernement peut se caractériser comme suit: les dispositions légales sur l'enregistrement des pièces produites en justice sont abolies; est également aboli le droit fixe d'inscription au rôle; par contre, il est établi un droit proportionnel *sur le montant de la demande*, droit dont le taux varie selon que la demande est soumise à une justice de paix, un tribunal, une Cour d'Appel ou à la Cour de Cassation.

Le projet de la Commission, d'autre part, maintient les dispositions proposées relatives à l'enregistrement des pièces, maintient — et élève — le droit d'inscription au rôle; accepte le droit proportionnel au taux fixé par le Gouvernement, mais l'applique au montant *de la condamnation* et non au montant *de la demande*.

* * *

La Commission fait sien l'exposé des motifs du Gouvernement.

(1) Projet de loi, n° 271.

(2) La Commission, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Devèze, Hallet, Hubin, Mechelynck, Poncelet, Soudan, Tchoffen, Wauwermans.

DROIT DE MISE AU RÔLE.

Quelle que soit l'issue d'un procès, il est légitime que le plaideur qui met en mouvement la machine judiciaire et profite de l'organisation de la justice s'impose un sacrifice pécuniaire.

La Commission, tenant compte des nécessités budgétaires, a sensiblement majoré le droit fixe d'inscription au rôle.

DROIT PROPORTIONNEL.

La Commission accepte les chiffres proposés par le Gouvernement, mais se sépare de lui sur un point important.

Tandis que le projet discuté établit les droits proportionnels sur le montant de la demande, la Commission vous propose de les percevoir sur le montant de la condamnation.

Il semble qu'il soit fort équitable que le justiciable paye *pour se procurer un titre*.

Serait-il juste qu'il payât *pour ne pas avoir de titre*, hypothèse qui se réaliserait chaque fois qu'il succomberait dans un procès qui, généralement, aura pourtant été intenté de bonne foi.

* * *

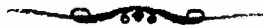
Nous pensons que le projet de la Commission tient un compte exact des nécessités du Trésor et des exigences de l'équité. C'est cette double pensée qui a dicté les amendements que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Le Rapporteur,

PAUL TSCHOFFEN.

Le Président,

A. MECHELYCNK.



TEXTE DU GOUVERNEMENT

(TEKST VAN DE REGEERING)

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

(TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD)

Texte du Gouvernement.

Tekst van de Regeering.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les droits fixes établis par la loi du 25 novembre 1889, pour la mise au rôle des causes dans les cours et tribunaux, sont remplacés par un droit proportionnel dont la quotité est fixée ainsi qu'il suit :

Dans les justices de paix, 3 francs par 1,000 francs, sans fraction ;

Dans les tribunaux de commerce, 5 francs par 1,000 francs, sans fraction ;

Dans les tribunaux de première instance, 7 francs par 1,000 francs, sans fraction ;

Dans les cours d'appel et à la cour de cassation, 10 francs par 1,000 fr., sans fraction.

ART. 2.

Le droit est liquidé sur le montant de la somme ou sur la valeur de la chose qui fait l'objet de la demande en justice.

La base imposable est déterminée

De vaste rechten, vastgesteld bij de wet van 25 November 1889, voor het ter rolle brengen der zaken in de hoven en rechtbanken, worden vervangen door een evenredig recht, waarvan de hoegrootheid bepaald wordt als volgt :

In de vredegerichten, 3 frank per 1,000 frank, zonder breuk ;

In de rechtbanken van koophandel, 5 frank per 1,000 frank, zonder breuk ;

In de rechtbanken van eersten aanleg, 7 frank per 1,000 frank, zonder breuk ;

In de hoven van beroep en in het verbrekingshof, 10 frank per 1,000 frank, zonder breuk.

ART. 2.

Het recht wordt verevend op het bedrag van de som of op de waarde van de zaak die het voorwerp van den eisch in rechten uitmaakt.

De belastbare grondslag wordt be-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les droits fixes établis par la loi du 25 novembre 1889 pour la mise au rôle dans les cours et tribunaux sont fixés comme suit :

<i>Justices de paix . . .</i>	<i>10 francs</i>
<i>Tribunaux civils . . .</i>	<i>25 „</i>
<i>Tribunaux de commerce :</i>	
<i>Pour les demandes inférieures à 600 francs. . .</i>	<i>10 „</i>
<i>Pour les demandes de valeur indéterminée ou supérieures à 600 francs. . .</i>	<i>25 „</i>
<i>Cour d'appel et Cour de Cassation</i>	<i>50 „</i>

Indépendamment du droit fixé ci-dessus établi, il sera perçu un droit proportionnel sur le montant de la condamnation dont la quotité est fixée ainsi qu'il suit :

(Comme au projet.)

ART. 2.

A supprimer.

De vaste rechten, door de wet van 25 November 1889 vastgesteld voor de inschrijving op de rol in de hoven en rechtbanken, worden bepaald als volgt :

<i>Vredegerechten . . .</i>	<i>10 frank</i>
<i>Burgerlijke rechtbanken .</i>	<i>25 „</i>
<i>Rechtbanken van koophandel :</i>	
<i>Voor de eischen beneden 600 frank</i>	<i>10 „</i>
<i>Voor de eischen van een onbepaalde waarde of boven 600 frank</i>	<i>25 „</i>
<i>Hof van Beroep en Verbringshof</i>	<i>50 „</i>

Buiten het hieronder bepaald vast recht, wordt een evenredig recht geheven van het bedrag der veroordeeling, waarvan de hoegrootheid bepaald wordt als volgt :

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 2.

Te doen wegvallen.

Texte du Gouvernement.

dans l'acte introductif d'instance et, à défaut, dans une déclaration souscrite, sur papier non timbré, par la partie ou son fondé de pouvoir, suivant le mode établi par le Code de procédure civile pour la compétence et le ressort.

En cas d'augmentation du chiffre de la demande par conclusions, le montant de la demande additionnelle est ajouté au chiffre de la demande primitive et le droit est liquidé sur le total, sauf déduction du droit qui a été payé pour la demande primitive.

ART. 3.

Dans le cas où la demande a pour objet une chose qui, de sa nature, n'est pas appréciable en argent, le droit est fixé à *cinq* fois le droit minimum qui peut être dû d'après l'article premier.

ART. 4.

L'État est recevable à prouver par tous moyens, à l'exception du serment, l'insuffisance de la valeur déclarée en conformité de l'article 2. Il est dû, le cas échéant, à titre d'amende une somme égale à trois fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure respectivement à 100 francs, à 200 francs, à 300 francs et à 400 francs selon qu'il s'agit d'une cause introduite devant la justice de paix, le tribunal de commerce, le tribunal de première instance, la cour d'appel ou la cour de cassation.

ART. 5.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement sur une demande sujette à la perception d'un droit

Tekst van de Regeering.

paald in de akte van rechtsingang en, bij gebreke daarvan, in eene aangifte op ongezegeld papier, door de partij of haren gevolmachtigde onderschreven, naar de wijze door het Wetboek van burgerlijke rechtspleging vastgesteld voor de bevoegdheid en het gebied.

In geval van verhooging van het cijfer van den eisch bij besluiten, wordt het bedrag van den bijgevoegden eisch gevoegd bij het cijfer van den oorspronkelijken eisch en wordt het recht over het totaal geheven, behoudens afrekening van het recht dat voor den oorspronkelijken eisch betaald werd.

ART. 3.

Ingeval de eisch een voorwerp ten doel heeft dat, wegens zijnen aard, niet in geld kan worden begroot, wordt het recht bepaald op *vijfmaal* het minimumrecht dat volgens artikel 1 verschuldigd kan zijn.

ART. 4.

De Staat is ontvankelijk om door alle middelen, met uitzondering van den eed, de ontoereikendheid der overeenkomstig artikel 2 aangegeven waarde te bewijzen. Desvoorkomend is, ten titel van boete, eene som verschuldigd gelijk aan driemaal het ontdoken recht, zonder dat zij onderscheidenlijk beneden 100 frank, 200 frank, 300 frank en 400 frank moge zijn, naar gelang het eene zaak geldt aangelegd voor het vredegericht, de rechtbank van koophandel, de rechtbank van eersten aanleg, het beroepshof of het verbrekingshof.

ART. 5.

Het is den rechters verboden eenig vonnis te wijzen nopens eenen eisch onderworpen aan de heffing van een recht

Texte proposé par la Commission.
—Tekst door de Commissie voorgesteld.
—

ART. 3.

Dans le cas où la *condamnation*...
(La suite comme au projet.)

ART. 3.

Ingeval de *veroordeeling*...
(Het overige zooals in het ontwerp.)

ART. 4.

A supprimer.

ART. 4.

Te doen wegvallen.

ART. 5.

Il ne pourra être délivré d'expédition de la décision avant que le droit ait été acquitté.

ART. 5.

Van eene beschikking mag geen afschrift afgeleverd worden, vooraleer het recht betaald is.

Texte du Gouvernement.

de mise au rôle avant que le droit ait été acquitté.

ART. 6.

Par dérogation aux articles 23 et 47 de la loi du 22 frimaire an VII, 30 et 68 de la loi du 25 mars 1891, il peut être fait usage dans les actes des procédures contentieuses — y compris les jugements et arrêts — suivies devant les cours et tribunaux désignés à l'article 1^{er}, de tous actes ou écritures non soumis au droit de timbre au moment de leur rédaction et non assujettis à l'enregistrement dans un délai de rigueur, sans qu'ils soient timbrés ni enregistrés.

ART. 7.

Disposition transitoire.

Les dispositions des articles précédents seront applicables aux instances contentieuses actuellement en cours qui ne seront pas terminées par un jugement ou arrêt statuant au fond à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Le cas échéant, le nouveau droit ne sera perçu que sous déduction du droit de mise au rôle qui a été acquitté en conformité de la loi du 25 novembre 1889.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement dans les instances rentrant dans les prévisions des deux alinéas qui précèdent, avant que le droit supplémentaire éventuellement dû ait été acquitté.

Tekst van de Regering.

van inschrijving op de rol, vooraleer het recht betaald is.

ART. 6.

Met afwijking van de artikelen 23 en 47 der wet van 22 Frimaire jaar VII, 30 en 68 der wet van 25 Maart 1891, kan in de akten der betwistbare rechtsvorderingen — met inbegrip van de vonnissen en arresten — voor de in artikel 1 aangeduide hoven en rechtbanken gevolgd, gebruik worden gemaakt van om 't even welke akten of geschriften, die op het oogenblik hunner opstelling niet aan het zegelrecht onderworpen en binnen een bepaalden termijn niet aan registratie onderhevig zijn, zonder dat zij gezegeld of geregistreerd zijn.

ART. 7.

Overgangsbepaling.

De bepalingen der voorgaande artikelen zijn van toepassing op de thans aangelegde betwistbare rechtsgedingen, die, op den datum van de inwerkingtreding dezer wet, niet zullen beëindigd zijn bij een vonnis of bij een arrest, uitspraak doende over den grond der zaak.

Desgevallende wordt het nieuw recht niet geïnd dan na aftrek van het recht van inschrijving op de rol, dat overeenkomstig de wet van 25 November 1889 werd betaald.

Het is den rechters verboden om 't even welk vonnis te wijzen in rechtsgedingen vallende onder toepassing van hetgeen bij de twee voorgaande leden wordt voorzien, alvorens het desvoorkomend verschuldigd aanvullend recht betaald geworden zij.

Texte proposé par la Commission .

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 6.

Comme au projet.

ART. 6.

Zooals in het ontwerp.

ART. 7.

Les dispositions *précédentes* visant la perception d'un droit proportionnel seront applicables aux instances contentieuses actuellement en cours qui ne seront pas terminées par un jugement ou un arrêt statuant au fond à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

A supprimer.**A supprimer.**

ART. 7.

De voorgaande bepalingen betreffende de heffing van een evenredig recht zijn van toepassing op de thans aangelegde betwistbare rechtsgedingen die, op den datum van de inwerking-treding dezer wet, niet beëindigd zijn bij een vonnis of bij een arrest, uitspraak doende over den grond der zaak.

Te doen wegvallen.**Te doen wegvallen.**

1407

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JUNI 1920.

Wetsontwerp

tot vestiging van een evenredig recht voor de inschrijving van de betwistbare zaken op de rol in de hoven en rechtbanken ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TSCHOFFEN.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie heeft eenstemmig aangenomen dat, vermits de Staat volstrekt gedwongen is zich inkomsten te verschaffen, men hem niet weigeren kon, er hem aan de hand te doen door de herziening van de tarieven ingevoerd door de wet van 25 November 1889.

Zij was eveneens eenstemmig van meening dat het haar onmogelijk was, zich met al de bepalingen van het ontwerp der Regeering te vereenigen, doch de maatregelen, welke zij voorstelt, verzekeren aan de Schatkist aanzienlijke inkomsten, welke haar zullen verschaft worden door de ingezetenen, wier belangen door de uitspraak der rechtbanken bevestigd werden.

In hoofdzaak kan het ontwerp van de Regeering zich kenmerken door het volgende : de wetsbepalingen op de registratie der stukken, die in rechten worden overgelegd, worden ingetrokken; wordt insgelijks ingetrokken het vast recht van inschrijving op de rol; er wordt een evenredig recht gevestigd *op het bedrag van den eisch* ; het bedrag van dit recht verandert naar gelang dat de eisch is aangebracht bij een vredegericht, eene rechtbank, een Hof van beroep of het Verbrekingshof.

Anderzijds behoudt het ontwerp van de Commissie de voorgestelde bepalingen betreffende de registratie van de stukken; het behoudt en verhoogt het recht van inschrijving op de rol; het neemt de hoegrootheid van het

(1) Wetsontwerp, n^o 271.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Devèze, Hallet, Hubin, Mechelynck, Poncellet, Soudan, Tschoffen, Wauwermans,

door de Regeering bepaald evenredig recht aan, doch past het toe op het bedrag van de *veroordeeling*, niet op het bedrag van den *eisch*.

REGISTRATIE DER STUKKEN.

De Commissie vereenigt zich met de Memorie van Toelichting van het Regeeringsontwerp.

RECHT VAN INSCHRIJVING OP DE ROL.

Het is redematig dat, welke ook de uitkomst van een geding zij, de pleiter, die zich tot het gerecht wendt en zich de inrichting van het gerecht ten nutte maakt, in een zekere geldelijke bijdrage toestemme.

Op grond van de begrootingsbehoeften heeft de Commissie het vast recht van inschrijving op de rol merkkelijk verhoogd.

EVENREDIG RECHT.

De Commissie neemt de cijfers aan, zooals zij door de Regeering zijn voorgesteld, doch is van eene andere meening omtrent een gewichtige zaak.

Het ontwerp vestigt de evenredige rechten op het bedrag van den *eisch*; de Commissie stelt u integendeel voor, ze van het bedrag der *veroordeeling* te heffen.

Het komt als zeer billijk voor, dat hij, die zich tot het gerecht wendt, betale *om zich een titel te verschaffen*.

Zou het billijk zijn dat hij ook betale *om geen titel te hebben*, een geval dat zich zou voordoen telkens als hij van zijn *eisch* mocht afgewezen worden in een geding dat nochtans, over 't algemeen, te goeder trouw ingesteld werd.

* * *

Wij meenen dat het ontwerp van de Commissie juist in aanmerking neemt wat de Schatkist noodig heeft en wat de billijkheid eischt. Op deze gedachten steunen de amendementen, welke wij de eer hebben u voor te stellen.

De Verslaggever,

PAUL TSCHOFFEN.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

TEXTE DU GOUVERNEMENT

(TEKST VAN DE REGEERING)

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

(TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD)

Texte du Gouvernement.

Tekst van de Regeering.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les droits fixes établis par la loi du 25 novembre 1889, pour la mise au rôle des causes dans les cours et tribunaux, sont remplacés par un droit proportionnel dont la quotité est fixée ainsi qu'il suit :

Dans les justices de paix, 3 francs par 1,000 francs, sans fraction ;

Dans les tribunaux de commerce, 5 francs par 1,000 francs, sans fraction ;

Dans les tribunaux de première instance, 7 francs par 1,000 francs, sans fraction ;

Dans les cours d'appel et à la cour de cassation, 10 francs par 1,000 fr., sans fraction.

ART. 2.

Le droit est liquidé sur le montant de la somme ou sur la valeur de la chose qui fait l'objet de la demande en justice.

La base imposable est déterminée

De vaste rechten, vastgesteld bij de wet van 25 November 1889, voor het ter rolle brengen der zaken in de hoven en rechtbanken, worden vervangen door een evenredig recht, waarvan de heegrootheid bepaald wordt als volgt :

In de vredegerichten, 3 frank per 1,000 frank, zonder breuk ;

In de rechtbanken van koophandel, 5 frank per 1,000 frank, zonder breuk ;

In de rechtbanken van eersten aanleg, 7 frank per 1,000 frank, zonder breuk ;

In de hoven van beroep en in het verbrekingshof, 10 frank per 1,000 frank, zonder breuk.

ART. 2.

Het recht wordt verevend op het bedrag van de som of op de waarde van de zaak die het voorwerp van den eisch in rechten uitmaakt.

De belastbare grondslag wordt be-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les droits fixes établis par la loi du 25 novembre 1889 pour la mise au rôle dans les cours et tribunaux sont fixés comme suit :

<i>Justices de paix . . .</i>	<i>10 francs</i>
<i>Tribunaux civils . . .</i>	<i>25 „</i>
<i>Tribunaux de commerce :</i>	
<i>Pour les demandes inférieures à 600 francs. . .</i>	<i>10 „</i>
<i>Pour les demandes de valeur indéterminée ou supérieures à 600 francs. . .</i>	<i>25 „</i>
<i>Cour d'appel et Cour de Cassation . . .</i>	<i>50 „</i>

Indépendamment du droit fixé ci-dessus établi, il sera perçu un droit proportionnel sur le montant de la condamnation dont la quotité est fixée ainsi qu'il suit :

(Comme au projet.)

ART. 2.

A supprimer.

De vaste rechten, door de wet van 25 November 1889 vastgesteld voor de inschrijving op de rol in de hoven en rechtbanken, worden bepaald als volgt :

<i>Vredegerechten . . .</i>	<i>10 frank</i>
<i>Burgerlijke rechtbanken . . .</i>	<i>25 „</i>
<i>Rechtbanken van koophandel :</i>	
<i>Voor de eischen beneden 600 frank . . .</i>	<i>10 „</i>
<i>Voor de eischen van een onbepaalde waarde of boven 600 frank . . .</i>	<i>25 „</i>
<i>Hof van Beroep en Verbrekingshof . . .</i>	<i>50 „</i>

Buiten het hieronder bepaald vast recht, wordt een-evenredig recht geheven van het bedrag der veroordeeling, waarvan de hoegrootheid bepaald wordt als volgt :

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 2.

Te doen wegvallen.

Texte du Gouvernement.

dans l'acte introductif d'instance et, à défaut, dans une déclaration souscrite, sur papier non timbré, par la partie ou son fondé de pouvoir, suivant le mode établi par le Code de procédure civile pour la compétence et le ressort.

En cas d'augmentation du chiffre de la demande par conclusions, le montant de la demande additionnelle est ajouté au chiffre de la demande primitive et le droit est liquidé sur le total, sauf déduction du droit qui a été payé pour la demande primitive.

ART. 3.

Dans le cas où la demande a pour objet une chose qui, de sa nature, n'est pas appréciable en argent, le droit est fixé à *cinq* fois le droit minimum qui peut être dû d'après l'article premier.

ART. 4.

L'État est recevable à prouver par tous moyens, à l'exception du serment, l'insuffisance de la valeur déclarée en conformité de l'article 2. Il est dû, le cas échéant, à titre d'amende une somme égale à trois fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure respectivement à 100 francs, à 200 francs, à 300 francs et à 400 francs selon qu'il s'agit d'une cause introduite devant la justice de paix, le tribunal de commerce, le tribunal de première instance, la cour d'appel ou la cour de cassation.

ART. 5.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement sur une demande sujette à la perception d'un droit

Tekst van de Regeering.

paald in de akte van rechtsingang en, bij gebreke daarvan, in eene aangifte op ongezegeld papier, door de partij of haren gevolmachtigde onderschreven, naar de wijze door het Wetboek van burgerlijke rechtspleging vastgesteld voor de bevoegdheid en het gebied.

In geval van verhooging van het cijfer van den eisch bij besluiten, wordt het bedrag van den bijgevoegden eisch gevoegd bij het cijfer van den oorspronkelijken eisch en wordt het recht over het totaal geheven, behoudens aftrekking van het recht dat voor den oorspronkelijken eisch betaald werd.

ART. 3.

Ingeval de eisch een voorwerp ten doel heeft dat, wegens zijnen aard, niet in geld kan worden begroot, wordt het recht bepaald op *vijfmaal* het minimumrecht dat volgens artikel 1 verschuldigd kan zijn.

ART. 4.

De Staat is ontvankelijk om door alle middelen, met uitzondering van den eed, de ontoereikendheid der overeenkomstig artikel 2 aangegeven waarde te bewijzen. Desvoorkomend is, ten titel van boete, eene som verschuldigd gelijk aan driemaal het ontdoken recht, zonder dat zij onderscheidenlijk beneden 100 frank, 200 frank, 300 frank en 400 frank moge zijn, naar gelang het eene zaak geldt aangelegd voor het vredegerecht, de rechtbank van koophandel, de rechtbank van eersten aanleg, het beroepshof of het verbrekingshof.

ART. 5.

Het is den rechters verboden eenig vonnis te wijzen nopens eenen eisch onderworpen aan de heffing van een recht

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 3.

Dans le cas où la *condamnation*...
(La suite comme au projet.)

ART. 3.

Ingeval de *veroordeeling*...
(Het overige zooals in het ontwerp.)

ART. 4

A supprimer.

ART. 4.

Te doen wegvallen.

ART. 5.

Il ne pourra être délivré d'expédition de la décision avant que le droit ait été acquitté.

ART. 5.

Van eene beschikking mag geen afschrift afgeleverd worden, vooraleer het recht betaald is.

Texte du Gouvernement.

de mise au rôle avant que le droit ait été acquitté.

ART. 6.

Par dérogation aux articles 23 et 47 de la loi du 22 frimaire an VII, 30 et 68 de la loi du 25 mars 1891, il peut être fait usage dans les actes des procédures contentieuses — y compris les jugements et arrêts — suivies devant les cours et tribunaux désignés à l'article 1^{er}, de tous actes ou écritures non soumis au droit de timbre au moment de leur rédaction et non assujettis à l'enregistrement dans un délai de rigueur, sans qu'ils soient timbrés ni enregistrés.

ART. 7.

Disposition transitoire.

Les dispositions des articles précédents seront applicables aux instances contentieuses actuellement en cours qui ne seront pas terminées par un jugement ou arrêt statuant au fond à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Le cas échéant, le nouveau droit ne sera perçu que sous déduction du droit de mise au rôle qui a été acquitté en conformité de la loi du 23 novembre 1889.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement dans les instances rentrant dans les prévisions des deux alinéas qui précèdent, avant que le droit supplémentaire éventuellement dû ait été acquitté.

Tekst van de Regeering.

van inschrijving op de rol, vooraleer het recht betaald is.

ART. 6.

Met afwijking van de artikelen 23 en 47 der wet van 22 Frimaire jaar VII, 30 en 68 der wet van 25 Maart 1891, kan in de akten der betwistbare rechtsvorderingen — met inbegrip van de vonnissen en arresten — voor de in artikel 1 aangeduide hoven en rechtbanken gevolgd, gebruik worden gemaakt van om 't even welke akten of geschriften, die op het oogenblik hunner opstelling niet aan het zegelrecht onderworpen en binnen een bepaalden termijn niet aan registratie onderhevig zijn, zonder dat zij gezegeld of geregistreerd zijn.

ART. 7.

Overgangsbepaling.

De bepalingen der voorgaande artikelen zijn van toepassing op de thans aangelegde betwistbare rechtsgedingen, die, op den datum van de inwerkingtreding dezer wet, niet zullen beëindigd zijn bij een vonnis of bij een arrest, uitspraak doende over den grond der zaak.

Desgevallende wordt het nieuw recht niet geïnd dan na aftrek van het recht van inschrijving op de rol, dat overeenkomstig de wet van 25 November 1889 werd betaald.

Het is den rechters verboden om 't even welk vonnis te wijzen in rechtsgedingen vallende onder toepassing van hetgeen bij de twee voorgaande leden wordt voorzien, alvorens het desvoorkomend verschuldigd aanvullend recht betaald geworden zij.

Texte proposé par la Commission .

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 6.

ART. 6.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

ART. 7.

ART. 7.

Les dispositions *précédentes* visant la perception d'un droit proportionnel seront applicables aux instances contentieuses actuellement en cours qui ne seront par terminées par un jugement ou un arrêt statuant au fond à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

A supprimer.

De voorgaande bepalingen betreffende de heffing van een evenredig recht zijn van toepassing op de thans aangelegde betwistbare rechtsgedingen die, op den datum van de inwerking-treding dezer wet, niet beëindigd zijn bij een vonnis of bij een arrest, uitspraak doende over den grond der zaak.

Te doen wegvallen.**A supprimer.****Te doen wegvallen.**